



**RASSEMBLEMENT DEVANT LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ**

# Large mobilisation des praticiens

**Des milliers de praticiens de santé publique, spécialistes et généralistes, se sont rassemblés, hier, devant le ministère de la Santé. Un sit-in symbolique pour montrer encore une fois leur détermination. Mais aussi pour dire aux pouvoirs publics que leurs revendications sont d'ordre strictement socioprofessionnel, sans lien avec la politique. Les praticiens menacent de radicaliser leur mouvement de protestation si les pouvoirs publics ne renouent pas avec le dialogue.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - La grève des praticiens de santé publique se poursuit dans la totale indifférence des pouvoirs publics. Pour montrer leur mobilisation, les praticiens se sont rassemblés, hier, devant le siège du ministère de la Santé. Ils étaient des milliers à répondre à l'appel de leurs syndicats respectifs, le SNPSP et le SNPSSP.

Les blouses blanches se sont d'abord rassemblées dans la petite cour faisant face au ministère, avant de décider d'investir la rue. Un important dispositif de sécurité était présent depuis le début de la matinée, attendant le moindre geste pour réagir.

Ce fut le cas lorsque les praticiens, banderoles et pancartes à la main et clamant des slogans à l'adresse des pouvoirs publics, ont investi la rue menant vers le ministère. Les forces de l'ordre ont vite réagi pour bloquer

cette «mini» marche. Motivés et animés d'une forte détermination, les praticiens n'ont pas fait marche arrière.

Coupant la route, cartons rouges à la main, ils criaient : «Barkat Codjia, dehors !»; «Barkat, barakat !». Des youyous fusaient, et sous des salves d'applaudissements, les médecins, qui visiblement ne manquaient pas d'inspiration renchérisaient : «Partez, Barkat, nous en avons assez de vous !»; «La santé en danger, le ministre en congé !»; «Ministre incompétent, à bas la répression !»; «Nous ne sommes pas des terroristes, nous sommes des praticiens !»; «A vous la Sonatrach, à nous les matraques !».

Un véritable «show» qui a duré plus de deux heures, devant les forces de sécurité présentes devant l'entrée du département de Barkat. Les praticiens n'ont certes pas encore eu gain de cause à



Des milliers de blouses blanches ont répondu à l'appel de leurs syndicats respectifs.

travers leur mouvement de protestation, mais ce n'est pas pour autant que ce dernier risque de s'essouffler.

Selon le docteur Youcefi, président du SNPSSP, «à travers cette grève ouverte et ces rassemblements, les prati-

ciens ont réussi à mettre à nu le dysfonctionnement du système de santé et à informer le citoyen du pourrissement de ce système».

Les praticiens attendent-ils un geste de leur ministre de tutelle ? Non, répondra sans désespoir le

docteur Youcefi. Selon ce dernier, «Barkat a avoué son impuissance. Il réagira seulement lorsqu'il aura carte blanche d'en haut».

A la fin du rassemblement, les deux responsables des syndicats initiateurs de ce mouvement ont pris la parole pour rappeler

aux praticiens que la grève et leur combat doivent continuer. Le docteur Merabet précisera que ce mouvement est dans l'intérêt du malade, pour lui assurer des soins de qualité.

De son côté, le docteur Youcefi affirmera : «Quels que soient les moyens de manipulation que l'Etat utilisera, ils ne réduiront pas notre détermination. Cette élite ne partira pas à l'étranger car nous sommes à l'aise et transparents, et ce n'est pas le cas des personnes qui nous gouvernent. Notre mobilisation dérange le gouvernement. Qu'il se rassure, nous allons les déranger encore.»

Les praticiens menacent de radicaliser leur mouvement si les pouvoirs publics continuent de tourner le dos à leurs revendications. Parmi les options que les syndicats étudieront, celles de la démission collective et de la suppression du service minimum.

S. A.

**ACCUSANT L'ADMINISTRATION**

## Le SNPSP et le SNPSSP déposent plainte

Les deux syndicats des praticiens de santé publique ont déposé une plainte auprès du Bureau international du travail et des services de la Fonction publique, à l'encontre de l'Administration du ministère de la Santé. C'est ce qu'ont déclaré, hier,

en marge de leur rassemblement, les représentants de ces syndicats. Ces derniers reprochent à l'Administration d'interférer dans leurs activités.

Selon les syndicats, le ministre de la Santé veut casser la grève des praticiens, en diffusant les communi-

qués d'un syndicat qui appelle à l'arrêt de la grève. «Je ne comprends pas comment un syndicat qui n'a jamais appelé à la grève demande aux praticiens d'arrêter leur mouvement de protestation», s'est interrogé le docteur Merabet.

S. A.

**DÉNONÇANT L'INDIFFÉRENCE DE LA TUTELLE**

## Le SNTTE appelle à une grève de trois jours

**Le secteur de l'éducation nationale renoue avec la protestation.**

Une série de grève a été annoncée pour ce mois de février et c'est le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTTE) qui ouvre le bal. Il annonce une grève nationale de trois jours à

partir du 22 du mois en cours. Le syndicat national des travailleurs de l'éducation SNTTE est «déçu» de la manière dont le ministère de tutelle a réagi à la grève qu'il a initiée le mois écoulé. Pour exprimer «sa déception face à l'ignorance qu'a affichée le département de Benbouzid à sa platefor-

me de revendications», le syndicat appelle à une grève de trois jours et ce, du 22 au 24 février en cours. Le syndicat a précisé également dans un communiqué qu'il boycottera les corrections des devoirs et des examens du deuxième semestre. «Nous sommes attachés à nos revendications, car elles sont légitimes et concernent la dignité de l'enseignant. Nous voulons des résultats concrets», exige le syndicat.

Le SNTTE appelle les autres syndicats du secteur à adhérer à ce mouvement. Ses revendications concernent l'annulation de la décision de la tripartite concer-

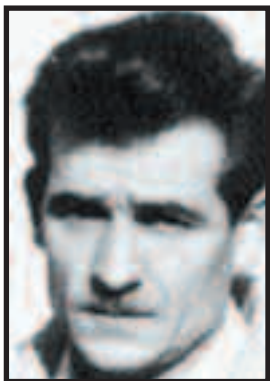
nant la suppression de la retraite anticipée. Il réclame aussi le départ à la retraite après 25 années de service pour les travailleurs de l'éducation, le régime indemnitaire, la mise en place du statut particulier de l'enseignant et la médecine du travail.

S. A.

### À la mémoire de Fernand Iveton

Il y a 53 ans, était exécuté le chahid Fernand Iveton. En répondant à l'appel de la partie, Fernand, l'enfant de Clos-Salembier (El-Madania) a offert sa vie pour que vive l'Algérie libre, indépendante et fraternelle. Avant son exécution, il déclara : «La vie d'un homme, la mienne, compte peu, ce qui compte, c'est l'Algérie, son avenir, et l'Algérie sera libre demain.» Pour mémoire et afin que nul n'oublie, une cérémonie de recueillement sur sa tombe aura lieu le jeudi 11 février 2010 à 9h30 au cimetière chrétien de Saint-Eugène (Bologhine), face au stade, Alger.

**Gloire éternelle à tous nos chouchou  
La famille Iveton**



## Séisme moyen à l'est d'Alger

**Un séisme, de magnitude moyenne, a touché, hier, vers 6 h40 du matin, la région de l'Est algérois.**

La secousse tellurique a été ressentie sur un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres. Ce tremblement de terre est, selon le Craag (Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique) d'Alger, de 4,1 sur l'échelle de Richter qui en comprend 9.

Selon un responsable de ce centre de recherche, l'épicentre du séisme a été localisé en

mer, à 10 km au nord-ouest de la ville de Réghaïa, à une vingtaine de kilomètres à l'est d'Alger. L'épicentre est donc parallèle et à moins de vingt kilomètres de ceux des séismes enregistrés dans la région de Boumerdès (ex-Rocher-noir), notamment celui du 21 mai 2003 qui a ravagé la wilaya de Boumerdès et plusieurs localités de l'est de la capitale.

Pour rappel, le tremblement de terre du 21 mai 2003 (6,7 à 7,2 sur l'échelle de Richter) a été enregistré, en mer, à 7 km au nord de la ville de Zemmouri (16 km à l'est de Boumerdès). La secousse tellurique d'hier n'a pas causé de dégâts, mais a provoqué une vive frayeur parmi la population, particulièrement à Réghaïa.

«Quelques citoyens se sont précipitamment sortis dehors mais nous n'avons enregistré aucune panique. Moi-même,

j'ai constaté chez moi que des bibelots et quelques éléments de cuisine sont tombés», nous dira au téléphone, M. Makhloufi, vice-président de l'APC de Réghaïa.

Faut-il rappeler que le traumatisme de 2003 est encore vivace dans les esprits d'une population qui a déploré des destructions et d'énormes pertes humaines De son côté, le P/APC de la commune de Aïn-Taya, qui n'est pas loin de l'épicentre, n'a rien signalé.

Abachi L.